



TEXTE D'ORIENTATION

2022 - 2023



PRÉAMBULE

L'année 2021-2022 a présenté de nombreux défis pour Osez le Féminisme !. Avec la continuation de la crise sanitaire, les droits des femmes sont toujours particulièrement en danger et le travail de l'association reste essentiel. Le bilan des actions menées cette année montre une fois de plus notre force militante et notre importance dans le paysage féministe français.

Parmi les réalisations de l'année, l'association se félicite de la sortie, en septembre 2021, du *Petit guide pour une sexualité féministe et épanouie*. Ce guide s'appuie sur le travail inestimable mené par des militantes depuis plus de 5 ans pour déconstruire les mythes patriarcaux qui pèsent sur nos sexualités et nous libérer des injonctions ainsi que des modèles sexuels violents véhiculés par la pornographie. Il s'adresse aux filles et aux femmes qui commencent leur sexualité, et s'inscrit dans le projet de l'association de lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

L'année 2021 a également marqué un tournant dans le mode d'action de l'association, à travers une modification des statuts lui permettant de se porter partie civile dans le cadre d'actions en justice. En septembre 2021, Osez le Féminisme ! a ainsi entamé une procédure aux prud'hommes contre la société productrice du concours Miss France afin d'obtenir pour les candidates un contrat de travail qui leur garantirait rémunération et protection légale, mais aussi de porter un coup aux critères discriminants et sexistes qui sous-tendent ce concours. Une première victoire a été obtenue mais nous continuons le combat.

Osez le féminisme ! s'est également positionnée comme pionnière dans la lutte contre le système pornocriminel avec un procès historique contre les pornocrates français et de nombreuses actions de mobilisation, de dénonciation et de plaidoyer. Le retentissement médiatique de cette affaire, le nombre de victimes ayant le courage de s'exprimer et la mise en examen de plusieurs agresseurs proxénètes sont un début de prise de conscience dans la société et un jalon posé pour la lutte contre la violente misogynie du monde de la pornographie, que l'association ne lâchera pas.

Avec les élections présidentielles, Osez le Féminisme ! a montré sa force de proposition et d'analyse à travers la production et diffusion de deux outils : un outil de décryptage féministe des programmes des candidat.es et un livret complet de 16 pages pour une politique véritablement féministe avec notamment 12 mesures phares sur lesquelles nous avons interpellé les candidat.es. Même si l'intégration de la thématique droits des femmes a été insuffisante pendant la campagne, nous avons porté une parole féministe forte, et alerté et dénoncé le sexisme de l'extrême-droite.

Avec l'assouplissement des contraintes sanitaires, nous avons également eu la joie de reprendre les mobilisations et les rendez-vous en présentiel. De nombreuses rencontres militantes ont ainsi eu lieu dans toute la France autour des sujets phare de l'association (féminisme et justice, racisme et sexisme, abolition) et des publications (*Petit guide*, *Naissances Lesbiennes*). Les militantes d'Osez le Féminisme ! ont été présentés à un grand nombre de rassemblements et de manifestations, prouvant que nous sommes plus fortes ensemble et que nos voix ne sauraient être silencieuses.

C'est ensemble que nous poursuivons le projet qui nous unit : militantes, équipe salariée, administratrices locales et nationales, bureau, en lien avec les associations féministes et les coordinations, ensemble contre les violences et en faveur d'un projet de société plus respectueux des droits des femmes, debout, fortes et fières.



LUTTER POUR L'ABOLITION DES SYSTÈMES PROSTITUEUR ET PORNOCRIMINEL [1]

Osez le féminisme ! mène une lutte résolument abolitionniste en combattant les proxistueurs et les violences du système prostitutionnel, tout en soutenant les victimes de celui-ci.

Nous considérons l'abolition de la prostitution et de la pornographie comme l'un des combats fondamentaux du féminisme pour mettre un terme aux viols. Nos actions, contre le système prostitutionnel, alliées à celles d'autres associations abolitionnistes, ont mené à l'adoption de la loi de 2016 qui fait de la France l'un des premiers pays européens à reconnaître le système proxistueur comme une atteinte à la dignité humaine et au droit à disposer librement de son corps.

Depuis l'adoption de cette loi précieuse, nous n'avons de cesse de nous battre pour la protéger et garantir son application pleine et entière : nous avons lancé la campagne #NAbrogezPas au moment de la saisine du Conseil Constitutionnel, nous avons constitué une coalition d'associations abolitionnistes européennes pour nous porter partie intervenante dans le cadre du recours contre la loi auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, nous continuons de nous mobiliser dans le cadre du collectif national pour l'abolition afin d'obtenir un deuxième volet de la loi, etc.

Osez le féminisme ! est résolument engagée contre la forme filmée de la prostitution : la pornographie, qui sert d'alibi à de multiples violations des droits humains des filles et des femmes au niveau international et cible les plus vulnérables d'entre elles.

Osez le féminisme ! a lancé un signalement contre la plateforme pornographique française (géant de l'industrie) Jacquie et Michel. Nous sommes partie civile d'un procès historique, l'affaire dite du porno français, dans le cadre de laquelle déjà 12 producteurs et "acteurs" de pornographie ont été mis en examen. Dans ce contexte, nous proposons un accompagnement psychotraumatique, social et juridique à des dizaines de victimes, et ce nombre est en augmentation croissante. Au niveau plaidoyer, nous avons répondu à de multiples consultations pour limiter la portée des sites pornographiques en France et instaurer, a minima, un contrôle d'âge efficace pour éviter que les enfants soient exposés à des images violentes qui conditionnent le développement de leurs modèles sexuels et alimentent la reproduction de violences.

Notre plaidoyer ne s'arrête pas au législateur : nous n'avons de cesse de contacter l'ensemble des acteurs institutionnels en lien avec la régulation des contenus sur Internet : signalement de 118 sites et rendez-vous réguliers avec l'Arcom, signalements de plusieurs centaines de vidéos et rencontre avec PHAROS, liens réguliers avec la CNIL, nous poussons tous les leviers possibles, frappons à toutes les portes.

Au niveau international, nous avons participé à la mobilisation contre MindGeek (propriétaire de Pornhub) au Canada, nous avons été auditionnées par le Parlement Britannique qui écrit un rapport sur les dangers inhérents à la pornographie, nous sommes l'une des organisations à la tête du Brussels Call, réseau qui rassemble 200 associations abolitionnistes en Europe et que nous poussons à intégrer la pornographie dans sa grille de lecture...

En 2022 - 2023, nous continuerons à nous mobiliser, tant au niveau national qu'europpéen et international, car la lutte contre le système porno-prostituteur doit être aussi protéiforme et tentaculaire que l'est ce système patriarcal violent. Nous continuerons d'accompagner les victimes du "procès du porno français", nous organiserons des week-ends de libération de la parole et de sensibilisation féministe, nous poursuivrons notre effort de plaidoyer auprès du gouvernement et de tous les acteurs institutionnels pertinents pour qu'enfin des actions fortes soient mises en place. L'un des objectifs clef sera de déployer notre plaidoyer international en fortifiant nos liens avec des associations partenaires comme le Réseau européen des femmes migrantes : l'enjeu est immense d'inclure la lutte contre la pornographie dans des directives européennes comme le Digital Service Act, la directive contre les violences faites aux filles et aux femmes ou la directive sur les droits des victimes, par exemple.

Nous participerons également à la conférence féministe internationale FiLiA afin de rassembler des activistes du monde entier autour de cette cause.

Vis-à-vis de l'opinion publique, nous continuerons de dénoncer et combattre les arnaques d'une pseudo "libération sexuelle" des mouvements autoproclamés "pro-sexe". On voudrait nous faire croire que dénoncer les violences sexistes et sexuelles inhérentes à la prostitution ou à la pornographie serait "anti-sexe". Les défenseurs de la prostitution ramènent toute la question de la sexualité à celle du "libre choix", dépolitisant la lutte et masquant le système d'oppression qu'est la domination masculine. Nous refusons ces mensonges ! Nous continuerons de nous mobiliser sur les réseaux sociaux où un travail de sensibilisation est mené en permanence par le groupe Abolition et l'équipe com. Nous continuerons également de produire des campagnes ciblées, dans le but de dénoncer la culture pornocriminelle, ses crimes et dangers afin de promouvoir un modèle de sexualité libre de toute violence et de toute injonction sexiste.

FÉMINISME ET JUSTICE [2]

5 ans après #MeToo, le bilan est amer : la justice ne suit pas. Au contraire même, on observe une chute des condamnations pour viols de 44% en 10 ans, contrecoup de l'affaire Outreau, alors que sur la même période les plaintes ont augmenté de 42%. Les victimes parlent, elles l'ont toujours fait, mais le système judiciaire ne les écoute pas.

On assiste également à nombre de procédures baillons menées par les agresseurs (tels Éric Brion et PPDA en France, Johnny Depp aux EU) contre les victimes laissant pour message principal que toute victime devrait se taire. Ce sont aussi des coups à l'encontre le mouvement féministe qui travaille pourtant déjà avec très peu de moyens et de ressources qui se voit attaqué. Céline Piques, en tant qu'ex-présidente d'Osez le Féminisme ! a ainsi été mise en examen pour diffamation par Christophe Girard, maire-adjoint à la Mairie de Paris, et soutien de Matzneff.

L'année dernière, nous avons conquis de haute lutte une loi établissant un seuil d'âge en dessous duquel tout acte ou pénétration de nature sexuelle par un adulte sur un.e mineur.e serait considéré comme une agression sexuelle ou un viol, mais celle-ci a été considérablement dénaturée en faveur des agresseurs par notre actuel ministre de la

justice. Comment espérer autre chose de la part de celui qui a défendu comme avocat la thèse de l'inceste consenti et heureux ?

Les travaux de la CIIVISE ont également permis de dénoncer ce que les féministes et les associations de mères protectrices hurlent depuis longtemps : le syndrome d'aliénation parentale (SAP) n'existe pas et n'est qu'une stratégie masculiniste permettant de désenfanter les mères et dédouaner les pères incestueux. Pour autant, là aussi ces travaux se heurtent aux atermoiements de nombreux avocats et experts psychiatres misogynes et antiféministes, qui continuent de faire valoir ce pseudo-syndrome devant la justice.

Pour fissurer le mur de l'impunité des agresseurs dans un pays où moins de 1% des violeurs sont condamnés, où 10% des Français.es sont victimes d'inceste (dont 78% de femmes) et où 70% des plaintes pour viol sont classées sans suite, la plupart du temps sans enquête sérieuse, nous devons mettre la justice face à ses responsabilités. La formation des magistrat.es est essentielle, bien sûr, mais aussi l'assurance qu'aucun.e agent.e du système police/justice n'exerce de préjudice sexiste envers une victime en parfaite violation du droit. Et ce par l'application de sanctions contre les magistrats faisant appel à des stéréotypes sexistes dans leurs jugements, aux experts psychiatres utilisant des concepts non scientifiques et idéologiques comme le SAP ou encore aux membres des forces de l'ordre exerçant des violences institutionnelles contre les victimes lors du dépôt de plainte ou de l'enquête. Nous continuerons notre plaidoyer en ce sens, élaboré au sein du groupe Féminisme et Justice.

Enfin pour obtenir des victoires féministes nous avons nous-mêmes saisi la justice et continuons de le faire dans des affaires allant du harcèlement d'ambiance (Béziers, Dannemarie), jusqu'au droit du travail (Miss France) en passant par le droit pénal avec l'affaire dite du porno français dans laquelle nous sommes partie civile et qui comptabilise déjà une cinquantaine de victimes.



Ces objectifs thématiques définissent nos priorités dans nos campagnes et revendications pour l'année. Elles doivent s'accompagner d'une nécessaire structuration et organisation de nos actions militantes au sein de l'association.

DÉVELOPPEMENT DE L'ANTENNE FRANCILIENNE [3]

L'antenne francilienne a souffert des difficultés de ces deux dernières années de COVID, et est actuellement en perte de vitesse. C'est en Île-de-France que nous avons le plus d'adhérentes, et c'est aussi en région parisienne que sont concentrées de nombreuses sollicitations pour des événements, des rassemblements, des rendez-vous institutionnels et des interventions média. Il est essentiel pour l'association d'avoir dans la capitale et alentour une antenne vivante, avec des militantes nombreuses, impliquées et motivées. Il est aussi indispensable d'un point de vue stratégique d'assurer une présence en Île-de-France de membres du bureau en capacité de représenter Osez le féminisme !. Dynamiser l'antenne est donc un enjeu majeur de développement pour l'association.

L'objectif premier de l'année à venir sera la mobilisation de militantes en Île-de-France afin de faire vivre l'antenne au niveau local. Les rendez-vous mensuels, les Feministalks, continueront d'être mis en place et bénéficieront d'un renforcement des forces vives et de l'énergie de l'antenne. Les différents rendez-vous de mobilisation, rassemblements, manifestations, etc., seront clef pour favoriser à la fois la visibilité et la force des valeurs politiques de l'association ainsi que l'esprit de cohésion et de sororité entre militantes. La volontaire en service civique, dont la mission principale est l'animation militante, sera un appui significatif pour la dynamisation de l'antenne et la mise en place d'actions concrètes.

Rassembler des militantes afin de faire grandir l'antenne francilienne donnera la possibilité, en parallèle, de pouvoir faire monter en compétence celles qui le souhaiteront afin de leur offrir plus de responsabilité au sein de l'association. Cela favorisera le bon fonctionnement et la pérennité de l'association et permettra d'assurer à terme une relève active au sein du Conseil d'Administration et du Bureau national.



(RE)STRUCTURATION DE L'ÉQUIPE SALARIÉE D'OLF [4]

Cette année, depuis le départ d'Anne Plouët, chargée de développement et salariée de mai 2018 à juin 2021, l'aspect ressources humaines de l'association n'a pas été facile à gérer. L'association connaît un enjeu structurel et d'organisation qui pèse à la fois sur l'équipe salariée et sur le bureau. Elle franchit aujourd'hui un nouveau cap, passant

d'une gestion assurée majoritairement par des militantes et où le travail se faisait au fil de l'eau, selon leur temps disponible, à une association qui commence à se professionnaliser et à se structurer, et qui doit répondre à des impératifs.

Il a donc fallu adapter l'organisation de l'association à ce nouveau défi, mais aussi repenser la structure de l'équipe salariée et adapter les missions pour répartir la charge de travail de façon équilibrée. Les dirigeantes de l'association ont beaucoup donné de leur temps pour organiser plusieurs vagues de recrutements, former l'équipe salariée et rester disponibles pendant de nombreuses semaines pour le suivi des tâches. Le turn-over de ces derniers mois montre bien les difficultés que rencontre l'association sur l'organisation et la charge de travail de chacune.

Aujourd'hui, nous essayons d'apprendre de ces expériences, de comprendre quels ont été les éléments bloquants et d'ajuster notre organisation. Les tâches de chaque poste ont été redéfinies et cadrées, et des outils de suivi sont en cours de création ou d'adaptation afin d'accompagner leur réalisation. Le but in fine est de pouvoir compter sur l'équipe salariée pour gérer la coordination quotidienne de l'association de la façon la plus autonome possible. Des référentes, qui ont été désignées au sein du bureau pour chaque membre de l'équipe, assureront le suivi RH à travers la mise en place de points réguliers et des moyens de communication adaptés.

Actuellement, le bureau est chargé du recrutement, du suivi et de l'accompagnement de l'ensemble des salariées, des stagiaires et des volontaires en service civique à Osez le Féminisme !. Ces tâches, très chronophages, laissent moins de temps aux porte-parole, toutes bénévoles, pour se consacrer aux fonctions politiques et stratégiques de l'association.

Ainsi, nous avons pour projet de lever des fonds afin de pouvoir envisager à moyen terme le recrutement d'une directrice, qui serait responsable de la gestion RH et de la coordination des tâches administratives et financières. La directrice exercerait ses missions par délégation du conseil d'administration et sous l'autorité du bureau.

En collaboration avec la chargée de gestion administrative, nous souhaitons restructurer et automatiser plusieurs tâches administratives (comme la liste des adhérent.es et la gestion des stocks) pour plus de clarté et de gain de temps. Nous allons aussi restructurer les documents de suivi financier et les tableaux de flux de trésorerie pour plus de clarté et de transparence.